

## LA GRÈVE DE MAI-JUIN 1968

*"Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves, c'est la grève, c'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution"* Léon Trotsky ("La révolution française a commencé". 9 juin 1936).

Cette citation de Trotsky suffirait presque à répondre aux monceaux d'élucubrations déversés depuis trente ans sur "les événements", le "mouvement" ou les "idées" de mai 1968 : autant de vocables pudiques pour camoufler - et exorciser - une réalité historique majeure : la plus grande **grève générale** jamais menée par le prolétariat français. *"10 ans, ça suffit"* : ce mot d'ordre qui a surgi le 13 mai 1968 montrait que *"le rassemblement au grand jour des opprimés"*, de la classe ouvrière et de la jeunesse mettait en cause directement De Gaulle et la Vème République.

Or, dans le déluge commémoratif actuel, philosophes, "sociologues", "politologues". pseudo-historiens de tous bords et de toutes origines se rejoignent quelles que soient leurs interprétations pour gommer voire nier qu'il se soit agi d'une mobilisation de la classe ouvrière pour secouer le joug de la domination de classe de la bourgeoisie et monter à l'assaut de l'État. Parmi ces idéologues, les "soixante-huitards" repentis, les ex-révolutionnaires reclassés dans "l'intelligentsia" bourgeoise, le business, le parlementarisme et l'appareil d'État ne sont pas les derniers : ex-anarchistes (Cohn-Bendit), ex-maoïstes (Le Golf), ex-trotskistes (Lefort, Castoriadis), ex-pablistes (Weber) se sont répandus dans les vitrines des librairies, à la radio, à la télévision, dans les colonnes les plus sérieuses pour révéler le *"mystère toujours inexplicable et inexplicable de cette secousse tellurique"* (Henri Weber).

Il s'agissait, paraît-il, non pas d'un combat de classe mais d'un conflit de générations (Henri Weber), une *"révolte d'enfants gâtés"*, une *"affirmation existentielle de la jeunesse"* (Le Goff); d'une *"extase de l'histoire"* (Edgar Morin), d'une *"béance divine"* (Maurice Clavel), du premier mouvement social anti-technocratique (Alain Touraine), ou simplement d'un vaste psychodrame (Régis Debray), ou d'un moment de défoulement, ou de l'ouverture d'un nouvel individualisme, l'avènement du narcissisme (Luc Ferry), débouchant sur *"une nouvelle période de l'Histoire universelle"* (Castoriadis)... ou encore *"une fulgurante passion sociale"* (Le Monde).

Pour faire planer *"le mystère"*, il faut évacuer le réel. C'est la raison pour laquelle tous s'appliquent à utiliser la méthode choisie consciemment par Le Monde : regrouper une série d'articles *"sans souci chronologique"* pour mieux rendre compte de *"l'imaginaire soixante-huitard"* !

Pourtant, il n'y a pas de "mystère". S'il est vrai que le déroulement précis des événements historiques n'est jamais donné d'avance, aucun d'eux n'est jamais sorti du néant. Les racines de la grève générale de mai-juin 68, y compris celles de la combativité et de la révolte des étudiants et de la jeunesse qui l'ont précédée et ont abouti à son déclenchement, peuvent être dégagées par l'examen des conditions économiques et politiques nationales et internationales de l'époque. Au mythe de l'explosion miraculeuse d'une insurrection étudiante réveillant soudain une classe ouvrière passive s'oppose la réalité d'une lente maturation au sein des masses soumises à l'offensive du capital et de son État, celle de tout un processus de luttes dans lequel s'inscrivent les combats étudiants.

La restitution des faits et de leur enchaînement montre que mai-juin 68 est un formidable combat de classe mettant en cause le régime capitaliste. Pourtant, si la grève générale met directement en cause De Gaulle et la V<sup>e</sup> République, si le régime vacille et reste néanmoins en place, il n'y a pas de "mystère", mais un apparent paradoxe auquel il faut répondre. Il faut pour cela revenir sur la façon

dont la grève générale a surgi et s'est développée, sur les conditions concrètes des rapports existant avant la grève générale entre les masses et les appareils traditionnels du mouvement ouvrier.

Quels furent les problèmes politiques posés ? Quelle fut la politique de la SFIO, du PCF, du PSU, des directions des fédérations et confédérations syndicales ? Quelle place et quel rôle l'avant-garde révolutionnaire regroupée dans l'organisation trotskiste OCI joua-t-elle dans cette grève alors que cette période politique voit s'ouvrir dans un mouvement combiné : "à l'Ouest" des situations révolutionnaires (en Bolivie en 1968, au Chili en 1970, au Portugal en 1974...) mettant en cause les États bourgeois et "à l'Est" une mobilisation des masses contre la bureaucratie stalinienne (Printemps de Prague en 1968, grève générale des chantiers navals de la Baltique en Pologne fin 1970 etc.) ?

C'est l'ensemble de ces problèmes que nous proposons d'analyser dans l'examen qui suit. Il abordera dans une première partie les racines et le déroulement des événements, pour revenir dans le prochain numéro de CPS sur les leçons politiques à en tirer aujourd'hui.

### 1958-1968 : "DIX ANS ÇA SUFFIT"

Lorsque la crise éclate en 1968, la situation politique semble stable en France. Sa "grandeur" est hautement représentée à l'étranger par le général-président, jadis incarnation de la "France libre". Sous son autorité, de grandes réformes sont en cours. Il y a bien depuis janvier quelques trublions "anarchistes" qui défraient la chronique du côté de Nanterre, mais c'est peu de choses et d'ailleurs leur groupe est chassé du défilé CGT-PCF du 1er mai autorisé pour la première fois depuis 14 ans. Tout est "dans l'ordre" et un chroniqueur peut écrire dans Le Monde (15/3/68) cet article célèbre : *"quand la France s'ennuie"*.

En fait le régime sous lequel elle vit depuis 1958 est un régime de crise, par son origine et par son essence même.

#### **L'OBJECTIF ESSENTIEL DU GAULLISME : INSTAURER L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL**

On en connaît l'origine : le coup d'État du 13 mai 1958.

Après la défaite en Indochine, l'impérialisme français avait dû faire face aux masses d'Afrique du Nord dressées contre la colonisation. La guerre d'Algérie avait provoqué un déchirement profond de la classe dominante, de son personnel politique et de son État. La "démocratie parlementaire" incapable d'y faire face avait sombré dans l'impuissance. Le retour au pouvoir de "l'homme providentiel" du 18 juin 40, retour "légal" ... sur la base d'un pronunciamiento mené par l'armée et les colons algérois, devait permettre à tout prix à la bourgeoisie française de surmonter cette impuissance.

La IVème République, issue en 1945 de la collaboration de classe entre le PCF et le parti socialiste (SFIO) avec les représentants du capital fut liquidée. La constitution de la Vème, taillée sur mesure par et pour De Gaulle, lui conférant le rôle "d'arbitre national", incarnation physique de l'État, ayant la haute main sur le gouvernement et sur un parlement privé de ses anciens pouvoirs, est fondée sur un "parti du Président" à sa dévotion. C'était le passage classique à un régime bonapartiste.

La fonction de ce régime n'était pas seulement de régler au mieux la crise d'adaptation du capitalisme français à l'effondrement de son empire colonial. Cette crise elle-même n'était qu'un des éléments de sa décadence sur l'arène impérialiste mondiale. La mission dévolue au bonapartisme gaulliste était d'opérer les adaptations structurelles, économiques, sociales et politiques nécessaires pour que la bourgeoisie française puisse conserver son rang face à des rivaux plus puissants. Ces changements étaient d'autant plus indispensables et urgents que des modifications étaient en cours en Europe : le traité de Rome créant la CEE, préparé sous la IVème République, devait instaurer une zone de libre échange des marchandises que l'impérialisme américain espérait utiliser à son profit.

Le régime gaulliste devait donc se fixer pour objectif de liquider les vieilles régions industrielles, ainsi que des centaines de milliers de petits paysans, de commerçants et d'artisans, d'opérer fusions et concentrations de centaines d'entreprises inadaptées à la concurrence internationale, et surtout - condition première de réussite - d'arracher à la classe ouvrière les positions et les droits qui lui permettent de résister à l'exploitation. Il devait en finir avec ses organisations historiques pour en faire des rouages de l'État dans une nouvelle mouture de l'association capital-travail.

**La raison d'être du bonapartisme gaulliste comme instrument de défense de la bourgeoisie était l'instauration d'un État de type corporatiste réalisant "l'union des classes" sous la houlette d'un chef suprême ... et de ses forces de répression.**

C'est à quoi le désormais chef de l'État va s'employer dans les dix années qui suivent, et c'est le refus du prolétariat et des jeunes de subir cette politique qui va déboucher sur la grève générale de 1968.

### **LA GRÈVE DES MINEURS DE 1963 POSE LA QUESTION DU GOUVERNEMENT**

Dans un premier temps la nécessité de discipliner les fractions de la bourgeoisie et de l'armée les plus liées à l'ancien colonialisme oblige De Gaulle à différer l'attaque contre les organisations ouvrières et à s'appuyer au contraire sur celles-ci (comme il l'avait fait en 1945-46) pour relever le capitalisme français, en particulier en 1961 contre le putsch des généraux d'Alger.

Autrement dit, **il n'a pas la possibilité de profiter immédiatement de la défaite sans combat subie en 1958 par la classe ouvrière**, paralysée par la caution donnée au coup d'État par ses directions syndicales et politiques. Ses objectifs demeurent, mais ce retard amène une modification des rapports politiques dans lesquels il doit les mettre en oeuvre.

De Gaulle est alors parfaitement conscient de ce qu'un affrontement violent avec le prolétariat et ses organisations risque de se traduire par une guerre civile à l'issue douteuse, qui de toute façon aggraverait la situation de l'impérialisme français. Il va donc tenter, tout en commençant à avancer dans les réformes, de ligoter la classe ouvrière et de lier à l'État les syndicats et les partis ouvriers par la "voie froide".

Dès 1960 cependant, une manifestation impulsée par la FEN contre la loi Debré, première mesure du régime contre l'enseignement public et en faveur de l'école des curés, rassemble 500 000 personnes à Vincennes. Le 8 février 1962, la police du préfet Papon se livre au massacre du métro Charonne. Le 13, des centaines de milliers de manifestants accompagnent les victimes au Père-Lachaise : ils attestent de la recherche par la classe ouvrière d'engager le combat contre le régime.

Au lendemain du succès du référendum sur les accords d'Évian (90,70% de oui obtenus avec l'appui du PCF et de la SFIO), De Gaulle décide d'affronter brutalement la classe ouvrière. La modification de la Constitution (référendum d'octobre) instaurant l'élection du Président de la République au suffrage universel renforce encore le caractère bonapartiste du régime.

En mars 1963, il décrète la réquisition des mineurs de Lorraine en grève. Ceux-ci lui répondent par la grève générale, qui s'étend le lendemain à tous les bassins miniers, et va durer cinq semaines.

**La grève pour les revendications se mue en épreuve de force politique.** Le 13 mars devant les mineurs de Lorraine rassemblés aux Invalides, une banderole déployée par les ouvriers RATP du dépôt de Clichy, conduits par le dirigeant trotskiste Stéphane Just proclame : "**L'aide aux mineurs, c'est la grève générale**". Mais pour la direction de la CGT la grève générale c'est déjà, 5 ans avant 1968, le risque de voir celle-ci balayer De Gaulle et son régime. Aussi va-t-elle en interdire la voie : pas de grève générale, mais des grèves tournantes, et pas d'autre aide aux mineurs que des collectes. Les mineurs isolés finiront par rentrer avec des broutilles. Mais, l'essentiel est qu'ils ont infligé au régime et à De Gaulle une défaite politique déterminante.

**La leçon de la grève des mineurs de 1963, c'est que dès cette date commence à se poser, objectivement, devant la classe ouvrière, la question du gouvernement et des moyens de le renverser.**

## APRÈS LA GRÈVE DES MINEURS : LA "VOIE FROIDE"

La bourgeoisie française ne peut cependant pas renoncer aux réformes dont dépend toujours le redressement de sa situation sur le marché mondial. Son gouvernement s'efforce pendant les années qui suivent de porter des coups partiels à la classe ouvrière et à la jeunesse tout en évitant une épreuve frontale. Il peut s'appuyer sur la ligne suivie pas les dirigeants des organisations ouvrières traditionnelles qui font également tout pour éviter celle-ci et dévoient l'aspiration au combat sur des grèves tournantes et des actions sans lendemain.

Les mesures s'accumulent dans tous les domaines, à commencer par le renforcement de l'appareil policier et répressif : C.R.S., polices urbaines, gardes mobiles, prolongement de la garde à vue, quadrillage par la " défense opérationnelle du territoire", réorganisation de l'armée (forces mobiles d'intervention à vocation contre-révolutionnaire), réorganisation du ministère de l'intérieur et du rôle des préfets (réforme administrative), lois antigrève...

Le Vème plan qui exprime la politique économique du pouvoir et prépare la réalisation des objectifs indiqués plus haut se répercute dans l'enseignement et l'université par la réforme Fouchet et celle de l'enseignement professionnel, qui doivent porter les premiers coups importants à l'enseignement public dans le sens de la déqualification et de la soumission au patronat.

En même temps le régime commence à mettre en place à travers les commissions du plan, les Comités de développement économique régional (CODER), la réforme des comités d'entreprise, etc., tout un réseau d'organismes destinés à ficeler la classe ouvrière en associant les appareils syndicaux à sa politique économique et sociale.

Sous les apparences quotidiennes d'une vie normale, le bonapartisme grignote tous les domaines de la vie publique et des libertés démocratiques, toujours à la recherche d'une "voie froide" vers l'État corporatiste.

### LES ORDONNANCES DE 1967...

En 1967, alors que la date de la suppression totale des barrières douanières à l'intérieur du marché commun approche, les réformes sociales et économiques prévues sont à peine entamées. Il faut accélérer le mouvement. Les mesures de regroupement, de fusion et de concentration se multiplient dans l'aéronautique (où Papon devient président de Sud-Aviation), dans les banques, l'électronique, la métallurgie, l'industrie lourde.

Pour les travailleurs, cela signifie l'aggravation des conditions de travail, la déqualification, le chômage qui frappe déjà en priorité les jeunes. Le Vème plan prévoit 600.000 chômeurs : ils seront bientôt atteints.

C'est encore insuffisant. En mars, après les élections législatives, le gouvernement obtient de l'Assemblée des pouvoirs spéciaux pour régler quatre séries de problèmes vitaux. Ce sont les ordonnances :

- sur " l'emploi", pour organiser le chômage, la concurrence entre travailleurs, et constituer une masse de main-d'œuvre mobile exploitable à merci ;
- sur la Sécurité sociale : première attaque pour liquider le contrôle des travailleurs, démanteler et intégrer le salaire différé aux circuits du profit ;
- sur " l'intéressement des travailleurs à l'entreprise" : première tentative sérieuse vers un type d'organisation corporatiste dans les rapports d'exploitation visant à transformer les délégués syndicaux en agents des patrons ;
- sur l'adaptation des entreprises au marché commun.

L'enjeu des ordonnances, procédé typiquement bonapartiste de gouvernement, est double : rendre le capitalisme français compétitif, et briser les capacités de résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

## ... ET LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA JEUNESSE.

Mais depuis 1963 celles-ci ne cessent de s'affirmer. En 1964, le 17 mars puis le 11 décembre à la suite d'une manifestation des fonctionnaires interdite par l'État, elles démontrent leur disponibilité pour un combat d'ensemble : grève totale dans les services publics et la Fonction publique, des centaines de milliers dans le privé.

En 1965 et 66 cette mobilisation sert d'avertissement aux appareils qui relancent les grèves tournantes. Celles-ci intensifient cependant les tensions entre la classe ouvrière, les appareils et les militants, qui imposent à la direction de la CGT une importante grève contre les pouvoirs spéciaux le 17 mai 67. La manifestation regroupe à Paris 80.000 travailleurs.

Sur le plan électoral, de leur côté, le PCF et le parti socialiste (SFIO), s'efforcent de boucher toute possibilité d'expression politique propre à la classe ouvrière.

Lors de la première élection du Président de la République au suffrage universel, ils soutiennent la candidature du leader d'une petite formation bourgeoise, l'UDSR : Mitterrand. Après cette élection, la SFIO s'unit avec l'UDSR et d'autres formations analogues, dans la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS), alliance électoraliste destinée pour l'avenir à barrer la route à une plate-forme de Front unique des partis ouvriers sur un terrain de classe. Cela s'impose d'autant plus qu'aux présidentielles la fragilité du régime s'est manifestée par la mise en ballottage de De Gaulle...

Face au raidissement des mesures gouvernementales éclatent une série de grèves dures imposées par les travailleurs : Rhodiacéta à Lyon et Besançon, Dassault à Bordeaux, Berliet occupé par les C.R.S., chantiers de Saint-Nazaire, mineurs de l'Est... En octobre 1967, la résistance ouvrière s'oriente de plus en plus nettement, par dessus les appareils, vers un affrontement délibéré avec l'appareil d'État.

Violentes batailles rangées avec les C.R.S. à Limoges puis au Mans les 2, 10 et 26 octobre : 15.000 travailleurs tiennent la rue face aux assauts des gardes mobiles devant la préfecture. Des cas analogues éclatent à Quimper, Mulhouse, Cholet, Redon... En janvier 68 c'est au tour des travailleurs de Caen où la grève illimitée votée à la Saviem gagne toute la région. La répression est féroce, dans les combats de rue et après : arrestations, poursuites, emprisonnements, licenciements. Dans les combats de Caen, les jeunes, étudiants et ouvriers, tiennent une place d'avant garde.

L'agitation se développe en effet depuis la rentrée 67 contre le plan Fouchet dans les villes universitaires. Le 9 novembre à Paris un meeting appelé par l'UNEF s'oriente vers la Sorbonne : 5 000 étudiants affrontent la police aux cris de "A bas la sélection", "Vive les travailleurs du Mans". Cette relation entre le mouvement des travailleurs et celui des étudiants est en quelque sorte la préfiguration de celle qui se développera quelques mois plus tard dans la grève générale.

Ainsi se confirme à partir de la grève des mineurs qui le met en échec en 1963 que le bonapartisme gaulliste est bien un régime de crise politique de la bourgeoisie française dont il révèle la faiblesse sans parvenir à y remédier. La lutte de classe qui se développe et s'amplifie, s'oriente de plus en plus vers un affrontement politique contre lui, contre l'État, contre De Gaulle et son régime bonapartiste.

## L'INTERVENTION ET LA CONSTRUCTION DE L'AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE

Durant toutes ces années l'avant garde révolutionnaire regroupée autour de "la Vérité" fondée avant-guerre par les militants trotskistes français, s'inscrit dans chaque phase des combats, en particulier contre le joug des appareils-traîtres qui pèse sur le prolétariat. Elle intervient dans la grève des mineurs, nous l'avons vu, puis contre la dislocation par les grèves tournantes, pour l'unité de la classe ouvrière, pour la grève générale après le 11 décembre 1964.

Aux élections législatives de 1967, l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) présente sur un programme de Front unique des partis ouvriers, pour la mobilisation générale des travailleurs

contre De Gaulle, le candidat trotskiste Stéphane JUST. Le 1er mai 1967, l'OCI appelle à s'organiser pour que "500.000 travailleurs manifestent devant l'Assemblée nationale" contre le vote des pouvoirs spéciaux.

A travers cette intervention les militants de l'OCI, présents chez Dassault, à Rhodiacéta, à St Nazaire, au Mans, à Caen... s'engagent, avec les travailleurs et les jeunes qui les rejoignent, dans la construction d'une organisation révolutionnaire qui puisse être à même de peser sur le cours des événements.

Dans la jeunesse c'est autour du journal "Révoltes" et du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) que se développe l'intervention des militants trotskistes. Après Caen (et dès juin 67) "Révoltes" ouvre la perspective d'une manifestation centrale de la jeunesse et appelle les jeunes à s'organiser.

Les 27 et 28 avril 1968 l'activité du CLER aboutit à la fondation de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER). Deux semaines plus tard éclate la grève générale.

### **LA GRÈVE GÉNÉRALE FRANÇAISE AU COEUR DE LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE**

Bien que nous soyons amenés à y revenir dans la deuxième partie de cet examen, nous ne pouvons pas passer ici sous silence la dimension internationale des événements qui vont suivre : la grève générale en France se trouve au coeur de la situation politique mondiale. Cinq mois avant son déclenchement, le manifeste de l'OCI, paru en décembre 1967, écrivait :

*"Que De Gaulle parvienne à infliger une nouvelle défaite au prolétariat français, à détruire ou à phagocyter ses organisations, et le prolétariat européen tout entier risque d'être battu. Qu'au contraire, les travailleurs français reprennent l'initiative dans la lutte de classe, qu'ils imposent aux dirigeants des organisations traditionnelles la réalisation du Front unique, qu'ils engagent le combat contre le pouvoir bourgeois et la bourgeoisie en Europe occidentale, la bureaucratie en Europe orientale et en URSS même, seront au bord de l'abîme".*

En Europe, l'accession au pouvoir de De Gaulle, malgré les troubles occasionnés dans la coalition impérialiste par sa politique internationale en défense des intérêts spécifiques du capitalisme français, a constitué un facteur majeur du maintien de l'ordre et a favorisé la contre-offensive générale contre le prolétariat. Bien que la vague révolutionnaire issue de la seconde Guerre mondiale ait été contenue, la situation reste instable. Les dictatures vermoulues d'Espagne et du Portugal, la nécessité même du coup d'état des colonels grecs en témoignent. En 1968, la mission historique du gaullisme, pour le compte de l'impérialisme, est d'écraser la classe ouvrière française.

En Europe de l'Est et en URSS, la bureaucratie parasitaire a dû subir depuis 20 ans des revers politiques d'envergure : rupture Staline-Tito en 1948, rupture Moscou-Pékin. Elle est confrontée à la révolte des ouvriers de Berlin-Est en 1953, à la révolution des Conseils ouvriers hongrois en 1956. Elle y répond par une féroce répression, les procès truqués, les asiles psychiatriques ... mais l'appareil international du stalinisme se fissure.

Pendant un mois et demi, aussi bien les prolétariats que les puissances impérialistes auront les yeux fixés sur la situation politique française.

Ces dernières sont engagées dans l'encerclement des pays qui ont échappé à leur emprise directe : URSS, Chine, Europe de l'Est, et accentuent sur eux leur pression par toutes sortes de moyens en attendant de les reconquérir dans le giron de l'économie capitaliste. La guerre menée au Viêt-nam par l'impérialisme américain doit porter un coup d'arrêt aux conquêtes des masses asiatiques et préparer la guerre contre la Chine. Les coups d'État militaires en Indonésie, en Amérique latine, en Grèce, en Algérie sont autant de barrages dressés contre la poussée des prolétariats de ces pays. Aux

États-Unis même où se reconstitue un sous-prolétariat rejeté aux marges de la société, les rapports entre les classes se tendent dangereusement.

Le PCF reste le fidèle d'entre les fidèles à la bureaucratie du Kremlin. Tous deux savent qu'une victoire du prolétariat français créerait une situation révolutionnaire en France ; une victoire du prolétariat français serait un extraordinaire facteur de radicalisation des masses en Europe de l'Est et en URSS, établissant un pont entre le mouvement vers la révolution sociale à l'Ouest et la révolution politique pour le renversement de la bureaucratie usurpatrice des conquêtes de la révolution d'Octobre. Pour ceux-ci également, la sauvegarde du bonapartisme gaulliste mis en cause par la grève générale de mai-juin 68, constitue un impératif politique essentiel. C'est à cette sauvegarde que va s'employer, de toutes ses forces, le PCF et à sa suite la direction de la CGT.

## LE DÉROULEMENT DU COMBAT

### LE DÉCLENCHEMENT : "**LIBÉREZ NOS CAMARADES!**"

Faisant suite à la mobilisation de l'automne 1967 contre le plan Fouchet, en corrélation avec les mouvements de la classe ouvrière, début 1968, les manifestations se multiplient contre la guerre impérialiste au Viêt-nam ; des incidents ont lieu dans les cités universitaires : les étudiants réclament la liberté d'expression et de circulation.

Début janvier, J.Foccart, conseiller de De Gaulle, lançait cet avertissement; *"Il faut savoir que nous aurons un problème avec les jeunes un jour ou l'autre et ce problème risque d'être grave"*.

En avril, le gouvernement De Gaulle-Pompidou estime qu'il peut briser la résistance de la jeunesse étudiante à l'application de la réforme Fouchet.

Le 2 mai, prenant prétexte d'incidents à la faculté de Nanterre, son doyen ferme celle-ci. Le lendemain 3 mai après-midi se tient à l'appel de l'UNEF, dans la cour de la Sorbonne, un meeting de protestation. Il réunit environ 400 militants de l'UNEF et des organisations politiques étudiantes (FER, JCR, 22 mars...). Au moment où les groupes fascistes d'extrême-droite, liés à la police, affirmaient qu'ils *"nettoieraient la Sorbonne de la racaille marxiste"*, L'Humanité du 3 mai publie à la une un article de G.Marchais titré : De faux révolutionnaires à démasquer. Ce faisant, l'appareil stalinien donnait le feu vert au gouvernement. La police appelée par le recteur pénètre dans la Sorbonne et embarque les participants, c'est-à-dire l'essentiel des cadres syndicaux et politiques du mouvement étudiant.

Décapiter politiquement les étudiants afin de détruire leurs capacités de résistance, afin d'interdire la mobilisation contre la mise en oeuvre de la réforme Fouchet, tel est l'objectif du gouvernement de De Gaulle. Il faut en même temps donner un avertissement à la classe ouvrière, à toutes les catégories de travailleurs pour les dissuader de chercher à s'opposer aux exigences du capital.

Mais des étudiants regroupés à l'extérieur jaillit spontanément le mot d'ordre: *"Libérez nos camarades!"*. Une manifestation s'organise. La police charge. Les manifestants ne cèdent pas, ils sont bientôt plus de 2.000 à se battre et "l'ordre" ne sera rétabli qu'à 22h30, avec 600 arrestations. La Sorbonne est fermée.

Le soir même l'UNEF et le SNESup lancent un ordre de grève générale des universités pour le lendemain.

### DU 3 AU 8 MAI : L'UNEF APPELLE AU FRONT UNIQUE

Le rôle de l'UNEF, syndicat unique des étudiants est alors déterminant.

Contrairement à l'opinion placardée par les "libertaires" sur les murs de Nanterre (*«les syndicats sont des bordels et 1 'UNEF une putain "*), elle a pris en charge le combat des étudiants en appelant, après le meeting de la Sorbonne, à la grève générale de toutes les universités. Elle le

confirme en organisant une manifestation le lundi 6 mai, puis une nouvelle fois le 7 mai (seule car la direction du SNESup se dérobe) sur la base des trois mots d'ordre :

- levée des poursuites et libération des détenus ;
- levée du lock-out des universités ;
- retrait de la police de la Sorbonne et de tous les lieux universitaires.

Dans les mois précédents, pourtant, la direction du syndicat étudiant liée au PSU de Michel Rocard n'avait pas fait preuve, et de loin, de la même détermination. Mais elle est poussée dans ces circonstances d'une part par la résistance résolue des étudiants, qui s'affirme de jour en jour, et d'autre part par l'intervention des militants de la FER. Le PCF poursuit sa campagne de division, le 6 mai, l'UEC et le PC dénoncent " les responsabilités des aventuriers" et le 8 encore Séguy, secrétaire général de la CGT condamne " *les éléments troubles et provocateurs (...) qui s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif et démocratique, au préjudice de l'Unef mais à la grande satisfaction du pouvoir*".

Quant au SGEN (CFDT) il "refuse toute solidarité" et le Bureau Confédéral de FO "condamne les excès des meneurs ". Autant de déclarations qui légitiment, sans le dire les interventions policières.

Le gouvernement peut ainsi maintenir sa politique de répression. La Sorbonne et les universités sont fermées. Dès le 4, des tribunaux hâtifs jugent les étudiants arrêtés. Le ministre de l'Education nationale, Peyrefitte, rappelle aux enseignants que leur grève est illégale et jure que l'ordre sera maintenu. Le 6 mai, 8 étudiants de Nanterre passent en conseil disciplinaire. L'un deux, militant de la FER récuse ses juges et sort. Le même jour, 22 compagnies de C.R.S. et 73 escadrons de gendarmes mobiles sont appelés en renfort.

L'UNEF s'adresse aux syndicats ouvriers et enseignants pour qu'ils réalisent le Front unique contre "la bourgeoisie". Dans un "appel à la population" invitant à « *participer massivement à la manifestation* » du 6 mai, on peut lire: "*La bourgeoisie cherche à isoler et à diviser le mouvement ; la riposte doit être immédiate*" et l'UNEF "*propose aux syndicats enseignants et ouvriers de reprendre le processus unitaire qui s'est opéré dans les faits pendant la manifestation*" (le 3 mai) et d'appeler à la **GRÈVE GÉNÉRALE DES LUNDI** et jusqu'à libération de tous nos camarades".

Le 6 mai, après quelques accrochages au quartier latin, 20.000 personnes manifestent en scandant "*Libérez nos camarades*", "*Nous sommes un groupuscule*", et en chantant l'Internationale. La police charge, mais les manifestants tiennent et gardent la rue jusqu'à l'ordre de dispersion par l'UNEF à 22h. Le combat commun s'avère possible, ce qu'attestent des manifestations analogues à Clermont-Ferrand, à Grenoble...

Le 7 ce sont soixante mille manifestants qui traversent Paris sous les drapeaux rouges jusqu'à l'Arc de triomphe. Au passage ils côtoient les sièges de deux des institutions majeures de l'appareil d'Etat, l'Elysée et le Palais Bourbon... sans s'y intéresser. Nous aurons à revenir sur cette question.

Au retour, les combats avec la police (4 500 hommes) durent jusqu'à 22h30 : 434 arrestations. Meetings et manifestations à Toulouse. Lyon, Nantes, Lille, Bordeaux, Marseille, Le Mans. Strasbourg . À Grenoble 8.000 travailleurs assiègent la préfecture.

Ainsi, le processus qui aboutira au 13 mai s'amorce les 6 et 7 juin : des milliers de jeunes travailleurs rejoignent les manifestations étudiantes. Le PCF et avec lui la direction de la CGT vont être contraints de s'adapter.

### **8-10 MAI : LA QUESTION DU FRONT UNIQUE**

La presse bourgeoise commence à s'inquiéter et elle appelle le gouvernement à la raison, au dialogue, bref au recul. Mais le gouvernement est comme paralysé. Le 7 mai, De Gaulle a fait une déclaration de fermeté et le Premier ministre Pompidou s'envole vers l'Afghanistan. Céder sur le terrain qu'il a choisi, celui de l'État policier, renoncer à l'occupation de la Sorbonne lui est aussi difficile que d'accentuer encore la répression, au risque de mettre toute la classe ouvrière en

mouvement. Les hésitations, le caractère incohérent de l'activité gouvernementale tient au fait que c'est, appuyé sur les directions du mouvement ouvrier (en particulier le PCF), que le gouvernement s'est engagé sur le terrain de la répression contre les étudiants. Or, la mobilisation de la jeunesse appuyée par la classe ouvrière tend à imposer aux organisations ouvrières de rompre avec le gouvernement. C'est parce que l'appui des appareils se dérobe qu'au sein des couches dirigeantes de la bourgeoisie l'on hésite entre une ligne "dure" et la "souplesse".

Tout en poursuivant la dénonciation des *"provocateurs gauchistes"*, dès le 7 mai, l'Humanité doit titrer: *"Le responsable c'est le gouvernement"*. Le 8 : *"Halte à la répression."* Le 9 : *"Le gouvernement en accusation"*.

En effet, le retrait de la police du quartier latin, la réouverture de la Sorbonne, la satisfaction "de ces trois points" mis en avant par l'UNEF implique que se réalise le Front unique des organisations ouvrières, syndicales (UNEF-CGT-FO-FEN) et politiques contre le gouvernement De Gaulle-Pompidou et son régime policier.

À ce moment crucial, la direction centriste de l'UNEF hésite et flanche : les dirigeants de l'organisation étudiante politiquement liés au PSU sont incapables de mener cette bataille car, pour ce faire, il faut poser la question du pouvoir.

Le 8 mai, lors d'un débat parlementaire, Peyrefitte est chargé de préparer le recul du gouvernement afin d'éviter la jonction de la mobilisation étudiante avec la classe ouvrière. Il laisse envisager une réouverture de la Sorbonne si l'ordre est rétabli. Au cours d'une conférence de presse, Geismar affirme : *"Libérée par la police ou non, ce soir, la Sorbonne sera à nous, étudiants et enseignants"*

Le soir, un meeting de 20 000 personnes se tient à la Halle au vin, à la "frontière" du Quartier latin, un cortège le traverse puis tourne en rond sans objectif. La direction de l'UNEF s'évanouit.

Le 9 mai, les bureaux de l'UNEF, de la CGT, de la CFDT se rencontrent et envisagent d'appeler à une manifestation commune le 14 mai. Dès lors, les conditions et les formes de cette action sont devenues déterminantes : l'appel à la grève générale et le parcours de la manifestation définissent l'axe politique du combat.

Ce soir là, se tient un meeting "ouvert" de la JCR. Une déclaration publiée le même jour donne l'orientation de cette organisation :

*"Pour nous, l'union avec les travailleurs, ce n'est pas tendre le cou au carcan des bureaucraties ...Comment riposter? En offrant des perspectives réalisables et discutées avec tous les étudiants. "*

Mais quelles perspectives? La JCR n'en dit mot.

Cette orientation rejoint celle de l'intervention de Cohn-Bendit d'"Unité dans l'action" et de "démocratie directe dans la rue". Et un membre du bureau national de la JCR poursuit :

*"Les problèmes qui se posent actuellement sont : absence de direction et de ligne, si on les pose maintenant, il risquent de briser le mouvement, il faut mettre en avant des thèmes d'accord valables pour tous ; trouver des formes de lutte (...) En l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire, les vrais révolutionnaires sont ceux qui se battent contre la police".*

Le seul moyen de *"ne pas tendre le coup au carcan des bureaucraties"*, dont le rôle fondamental est de défendre le régime capitaliste, le gouvernement De Gaulle-Pompidou, c'est de combattre pour que les Confédérations et Fédérations ouvrières appellent dans l'unité à la "manifestation centrale des travailleurs et des jeunes" contre le gouvernement De Gaulle-Pompidou, que le Front unique se réalise pour infliger une défaite à ce gouvernement, pour mettre à bas De Gaulle et son régime policier. Combattre pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, c'est ouvrir une perspective politique aux masses.

Le 10 mai Cohn-Bendit, la JCR et leurs amis décident l'occupation *"aussi longue que possible"* du quartier. Les dirigeants de l'UNEF, alors qu'ils sont en pourparlers avec la CGT et la CFDT pour

organiser une manifestation commune se terrent. Sans perspective, sans objectif, sinon " *occuper quelque chose*", et " *s'asseoir par terre et discuter*" plusieurs milliers d'étudiants sont ainsi enfermés par la police comme dans une nasse. Ils élèvent des barricades "pacifiques" et se battent avec acharnement contre les C.R.S. et les gendarmes mobiles. Mais la terreur et la sauvagerie policières de l'appareil d'État gaulliste ne parvenaient pas à écraser le mouvement étudiant car la classe ouvrière a commencé à se mettre en mouvement.

### **LE 13 MAI : "À BAS DE GAULLE ! DIX ANS, ÇA SUFFIT !"**

La voie de la manifestation centrale commune était ouverte par les contacts en cours. Le 11 mai des centaines d'établissements scolaires débrayent spontanément à la première heure, des manifestations s'improvisent : " *Fouchet démission. À bas De Gaulle !*"

Les appareils et en premier lieu celui de la CGT perçoivent très vite non seulement qu'ils sont contraints de suivre ce mouvement, mais qu'ils doivent pour en garder le contrôle prendre une initiative politique, s'affirmer d'accord avec le combat des étudiants et l'élargir pour pouvoir en prendre la tête. Le samedi 11 à midi CGT, FEN, CFDT et UNEF annoncent la grève générale pour le surlendemain. Elles sont rejointes le même jour par FO, les cadres, la FCPE et le 12 par toutes les organisations syndicales avec le soutien de la FGDS et du PCF.

**Le Front unique se réalise donc, par la volonté de la classe ouvrière et des jeunes qui y contraignent leurs dirigeants.**

Le gouvernement est déséquilibré, les appareils ne peuvent plus contenir les masses : poursuivre l'épreuve de force (y compris contre eux) serait aller à la catastrophe. Il lui faut immédiatement reculer, avant la grève pour que celle-ci devienne sans objet et donc sans lendemain. C'est ce que De Gaulle finit par comprendre après avoir d'abord refusé de "céder devant l'émeute". Pompidou revenu de Kaboul accepte toutes les exigences de l'UNEF.

Mais il est trop tard : la réalisation du Front Unique cristallise l'aspiration des travailleurs à engager le combat contre le régime, aspiration qui s'est développée depuis des années.

Ce ne sont pas 500.000 travailleurs, mais 1 million qui déferlent pendant cinq heures à travers Paris et défilent devant la Sorbonne libérée au chant de l'Internationale et sous le symbole multiplié du drapeau rouge. En tête de la manifestation les dirigeants de l'appareil stalinien sont contraints de faire place aux "provocateurs" d'hier. Mais plus important encore sont les mots d'ordre qui parcourent l'immense cortège :

**"À bas De Gaulle", "À bas l'État policier". "Dix ans, ça suffit !"**

Selon Jacques Foccart ([Le Général en mai](#)), le plus proche conseiller de De Gaulle, il a fallu tout le poids des appareils syndicaux pour interdire à la manifestation de s'ordonner sur le mot d'ordre qui circule partout (...) " *À l'Élysée! À l'Élysée!*"

Ainsi la classe ouvrière rassemblée, unifiée comme classe pose le problème politique au plus haut niveau: il faut en finir avec le gouvernement, avec l'État bonapartiste. Le PCF l'a compris et a déjà pris le vent par une déclaration de la JC : "(...) *il faut débarrasser notre pays de ce régime malfaisant ! Etudiants, lycéens, jeunes travailleurs, unissons-nous... pour l'instauration d'un gouvernement populaire*".

En posant la question du pouvoir ("*Dix ans, De Gaulle ça suffit*") la manifestation du 13 mai ouvre la voie à la grève générale.

### **14-22 MAI : LE DÉFERLEMENT DE LA GRÈVE GÉNÉRALE**

A 10 h30 le mardi 14 mai, le travail cesse à Sud-Aviation Bouguenais, près de Nantes. A 15h30, c'est la grève illimitée, l'occupation de l'usine et la séquestration du directeur. Un comité et des piquets de grève sont mis en place. Le drapeau rouge flotte sur l'usine.

Il faut être précis : c'est l'OCI qui en est à l'origine. Bien implantée dans la région, occupant à Sud-Aviation des responsabilités syndicales, ce sont les trotskistes de l'OCI (dont les militants regroupés autour de CPS assument aujourd'hui la continuité) qui ont, consciemment, donné le signal de la grève générale.

L'Humanité, elle, se tait. Il faut attendre le surlendemain pour que la presse fasse connaître la nouvelle. Mais c'est peine perdue. Les travailleurs, eux, savent, et ils sont prêts. Le 15 au soir Renault-Cléon, puis le 16 au matin Renault-Flins suivent l'exemple. Le 17, après une journée où les dirigeants staliniens tentent en vain d'enrayer la volonté de combat, Renault-Billancourt stoppe à son tour, et à sa suite les 60.000 travailleurs de la régie. Renault à l'avant-garde en 1936, en grève en avril 1947 contre les consignes syndicales attachées à servir le gouvernement où siégeaient les ministres communistes, Renault chassant les gardes mobiles en 1952, Renault est une nouvelle fois au premier rang du combat de classe.

Le même jour Berliet, la SAVIEM, la SNECMA, Nord Aviation, Babcock, Chausson, Farman, Alsthom, Hispano-Suiza, Râteau, Dassault, Peugeot, Citroën... le mouvement fait tâche d'huile sur toute la région parisienne, la Normandie, l'Oise. En trois jours 130 usines sont occupées. Partout flotte le drapeau rouge. Par dizaines les petites entreprises emboîtent le pas. Toutes les grandes villes sont touchées. La grève est générale dans la métallurgie, déjà au coeur de la vague de 1936.

Dès le 17 mai, un autre secteur décisif se met en mouvement les services publics, RATP. PTT, cheminots.

A la RATP ce sont encore les militants de l'OCI qui déclenchent le mouvement, malgré l'opposition des permanents syndicaux, à partir des terminus nation 2 et 6, le 17 mai. Le soir toutes les lignes sont arrêtées. Le lundi 20, Paris est également sans autobus. Pourtant aucun des cinq syndicats n'a lancé l'ordre de grève, espérant émietter le mouvement en appelant à " décider sur le lieu de travail". Peine perdue. Cependant seuls les travailleurs des lignes 2 et 6 auront organisé un véritable comité de grève. Les appareils gardent ainsi les mains relativement libres.

Il en va de même dans les PTT et chez les cheminots où la grève précède les consignes fédérales. Le 18 tout le réseau des transports et communication est en panne. Dans les jours qui suivent, le Creusot, Rhône-Poulenc, Rhodiacéta, la chimie, les chantiers navals, les bassins miniers du Nord, le textile, Michelin, Dunlop, le bâtiment, la marine marchande, les banques, l'alimentation, les grands magasins, les ports, la Sécurité sociale, la pétrochimie, les grands hôtels. Toutes les régions, tous les grands centres sont touchés. La grève a commencé spontanément dans l'enseignement dès le 11 mai. Elle gagne de proche en proche. La direction du SNES, stalinienne, tente de l'enrayer, dérisoirement, par un mot d'ordre de grève de 24 h... pour le 24. Mais la grève est totale dès le 21 et la direction de la FEN l'entérine enfin par un appel à cesser le travail à partir du 22.

Le 23, la grève générale de 10 millions de travailleurs, 4 fois plus qu'en 1936, s'impose à tout le pays.

Elle pose, cette fois, objectivement, et avec une ampleur décuplée, la question formulée à partir du mouvement étudiant et dans la manifestation du 13 mai : la question du renversement de De Gaulle et du bonapartisme, celle d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie. Le gouvernement en est conscient, les appareils aussi, qui ne veulent à aucun prix une quelconque avancée dans la voie qui mène à la révolution socialiste. Leurs efforts conjugués pour colmater la percée ont été vains. Que faire maintenant ?

### **« CEUX QUI NE VOULAIENT PAS D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE » ...**

La situation politique est totalement bouleversée. Le régime "fort" de la Vème République montre les faiblesses de ce bonapartisme bâtard : ce n'est qu'avec l'appui des appareils syndicaux des partis ouvriers bourgeois (le PCF, la SF'IO) qu'il peut engager le fer contre les masses. Des voix (les Echos) s'élèvent pour demander un changement de gouvernement. Mais le départ de Pompidou, voire de De Gaulle "à chaud", comme produit de la mobilisation des masses serait une victoire de la

classe ouvrière et de la jeunesse et il donnerait au mouvement des masses qui l'a imposé une formidable impulsion. Rien ne garantit que dans cette situation un gouvernement de Front populaire ait les moyens de rétablir la "paix sociale" comme en 1936.

De Gaulle, hésitant, part en Roumanie. Pompidou le 16 mai avertit que " l'État fera son devoir", mais le 18, il présente sa démission à son maître qui la refuse. Celui-ci, le 19, condamne " la chienlit" et décide d'engager des consultations.

Tout est suspendu à la capacité des appareils à faire refluer le mouvement des masses. Le 25, Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi a une entrevue secrète avec Krasucki. "n°3" de la CGT et éminence grise du PCF pour chercher lui aussi une issue qui évite " le pire".

La spontanéité de la classe ouvrière a pris tous les bureaucrates à contre-pied. Elle impose d'emblée ce qui correspond à ses intérêts de classe : la lutte d'ensemble. La grève s'inscrit comme une suite politique normale de l'appel des centrales à la grève et de la manifestation du 13 mai. Elle est déclenchée dans chaque secteur **comme composante de la grève générale qui s'affirme comme grève politique.**

Il n'empêche que les directions bureaucratiques qui le 13 mai ont été contraintes au Front unique restent les directions de la classe dans son ensemble, et sont toujours liées à la bourgeoisie. Elles déploient tous leurs efforts pour "prendre le train en marche" afin de le freiner et de le jeter hors de ses rails.

Alors que la revendication "*Dix ans ça suffit*" signifie clairement que l'objectif de la grève générale ne peut être que le pouvoir politique, les dirigeants conscients du contenu politique de la grève générale, entendent la saucissonner, la désagréger en une multitude de grèves "économiques", avec chacune ses revendications locales ou sectorielles.

Le bureau confédéral de FO publie un communiqué dans lequel on peut lire :

*"La Confédération Force ouvrière est parfaitement consciente de la gravité de la situation comme des devoirs qui incombent au syndicalisme libre. Le bureau confédéral demande à ses militants d'assumer toutes leurs responsabilités. L'action doit être maintenue sur le plan revendicatif Les militants FO sont invités à ne répondre qu'aux seules directives des organisations Force ouvrière. "*

Le 16 mai, à son tour, le bureau confédéral de la CFDT déclarait :

*"La lettre des étudiants pour la démocratisation de leur Université est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans l'entreprise. À la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion. "*

Quant au CCN (Comité confédéral national) de la CGT réuni le 17 mai, "il adresse son salut fraternel aux travailleurs déjà en grève ... Il appelle tous les travailleurs à se rassembler dans les entreprises, à élaborer leurs revendications avec leurs responsables syndicaux, à déterminer les formes de lutte qu'exige la situation présente". Et il conclut par une mise en garde des "militants contre toute tentative d'immixtion extérieure des conduites des luttes ouvrières". Et G. Séguéy de préciser : "il n'est pas question de lancer un mot d'ordre de grève générale illimitée".

Ce refus des dirigeants syndicaux d'appeler à la grève générale est directement lié à leur refus de combattre pour chasser De Gaulle, pour en finir avec la V<sup>ème</sup> République, pour un gouvernement PCF-SFIO. Le journal patronal Les Echos (20 mai) dégage ainsi le caractère politique de cette orientation des appareils:

*"Un ordre de grève générale supposait la nécessité d'obtenir des satisfactions substantielles aux revendications qui étaient posées pour pouvoir, ensuite, donner l'ordre de reprise du travail. Dans l'état actuel des choses (...) les dirigeants syndicaux souhaitaient l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement... on peut imaginer que la reprise du travail se fasse au fur et à mesure, par secteur, en fonction des discussions paritaires qui*

*s'instaureraient (...) la CGT a à sa tête un secrétaire général, M. Séguy, qui parle et agit sinon encore en PDG comme le qualifiait Le Figaro, du moins en leader conscient de ses responsabilités sociales, l'opposition politique s'en prend plus au gouvernement qu'elle ne met en cause le chef de l'État".*

Il est sûr que s'il s'agit d'obtenir l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale, l'abrogation de la réforme Fouchet... ce ne sont pas des grèves économiques partielles qu'il faut mener, mais la grève générale, c'est-à-dire la grève politique. C'est sur cet axe que se réalise le rassemblement de la classe ouvrière et de la jeunesse le 13 mai et que s'ordonne l'entrée en grève de toutes les corporations à partir du 14.

### **... COMBATTENT CONTRE LES COMITÉS DE GRÈVE, LE COMITÉ CENTRAL DE GRÈVE**

En 1935, Trotsky explique :

*"L'importance fondamentale de la grève générale indépendamment des succès partiels qu'elle peut obtenir, mais aussi ne pas obtenir, réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. En arrêtant les usines, les transports, de façon générale les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production mais également le gouvernement. Le pouvoir d'État reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'État bourgeois, soit lui céder la place.*

*Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle entraîne les véritables masses, et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question qui va être le maître de la maison.» (Trotsky Œuvres - Tome 5 p 18)*

En fait, c'est pour protéger De Gaulle et son régime que l'ensemble des appareils syndicaux refuse d'appeler à la grève générale. De là découle leur opposition à appeler à la constitution de comités de grève composés des délégués élus des travailleurs en Assemblée générale et des responsables syndicaux. Le combat mené par les appareils contre les Comités de grève, contre leur centralisation dans un Comité central de grève rassemblant aux côtés des responsables nationaux des syndicats les délégués des Comités de grève, exprime la volonté politique des appareils bureaucratiques d'imposer leur programme politique : celui de la défense du capitalisme et du régime bonapartiste de De Gaulle. C'est pourquoi, l'appareil du PCF veille à écraser dès son apparition toute velléité d'organisation autonome des grévistes afin qu'il n'y ait d'autre "centralisation" que celle des appareils bureaucratiques dirigeants. Séguy le formule d'ailleurs clairement dès le 17 mai dans une interview à Europe n° 1 :

*"Vous préconisez l'organisation de tous les comités sous une forme nationale. Eh bien je crois que les confédérations peuvent prendre elles-mêmes en charge les tâches qui leur incombent. Elles existent, elles sont structurées, elles ont leurs responsables du bas jusqu'en haut".*

Contre la grève générale, pour organiser son sabotage, pour interdire la constitution d'authentiques Comités de grève, les dirigeants syndicaux constituent eux-mêmes des "comités de grève" composés uniquement de responsables des syndicats et d'inconditionnels des appareils, à même de réaliser leurs véritables objectifs

- **isoler les entreprises en grève**, les refermer sur elles-mêmes, monopoliser et filtrer l'information ;
- **démobiliser les grévistes**, vider les entreprises, réduire l'occupation à un fait symbolique et à des nécessités "techniques" assumées par un minimum de militants ;
- **fractionner les revendications**, gommer les revendications générales de toute la classe ouvrière, évacuer l'axe politique de la grève générale, préparer ainsi la reprise après négociations usine par usine.

L'appareil CGT - ceux de la CFDT et de FO étant la plupart du temps des comparses consentants - réalise bien, entre ses mains, dès le 15-20 mai, une "centralisation" de la grève générale... pour la désagréger.

En l'absence d'une force politique combattant pour donner à la question du pouvoir une réponse concrète (chasser De Gaulle), l'appareil stalinien par le biais de la CGT qu'il structure, aidé par celui de FO et de la CFDT, maintient son contrôle sur la grève. Il est aidé par les mystifications de la "démocratie directe" et de l'autogestion prônée dans le même temps par la CFDT et son appendice politique le PSU, les groupes politiquement décomposés (maoïstes, anarchistes, 22 mars...), les prétendus trotskistes de la JCR, et les "intellectuels" de toutes sortes. Tout ce monde lance une fraction importante des étudiants dans les occupations, contestations "anti-bourgeoises" et "anti-hiérarchiques", à la Sorbonne, dans les universités, les théâtres, le festival de Cannes, etc., où ils bavassent à perte de vue sur n'importe quoi. C'est cela que les penseurs bourgeois et petit-bourgeois nomment "les idées de mai".

Il en va de même dans l'enseignement où dans les établissements occupés, des dizaines de commissions "refont" le système en paroles sans jamais poser le problème de quel gouvernement, au service de quelle classe sociale et dans quelles circonstances politiques pourrait répondre à leurs aspirations. Les dirigeants syndicaux en sont les premiers satisfaits : palabrer à vide n'a jamais dérangé l'appareil d'État qu'ils protègent.

Les méthodes utilisées par les appareils rappellent l'explication donnée par Trotsky à propos de la trahison de la grève générale des ouvriers britanniques en 1926 :

*"Ceux qui par la force des choses ont été placés "à la tête" de la grève générale luttent contre cela avec toute leur énergie. Et c'est là le danger principal : ceux qui ne voulaient pas d'une grève générale, qui nient son caractère politique, qui, plus que de tout, ont peur d'une grève victorieuse, ceux-là doivent concentrer tous leurs efforts pour limiter la grève à une semi-grève semi-politique, c'est à dire la priver de sa puissance".*

### **21-24 MAI : FGDS, PCF, APPAREILS SYNDICAUX AU SECOURS DE L'ÉTAT BOURGEOIS**

En dépit de la politique des appareils syndicaux, la grève générale est un fait et elle pose objectivement la question du pouvoir : chasser De Gaulle et mettre à bas son régime dont la mission est d'aller vers l'association capital-travail. La grève générale déstabilise, désorganise le mécanisme gouvernemental. De Gaulle réaffirme néanmoins ses objectifs :

*"Je veux faire la réforme qui est indispensable, la réforme de l'Université, la réforme sociale. Je veux briser toutes les féodalités qui entravent le pays et lui font prendre des risques considérables. Une fois que j'aurai réalisé l'association capital-travail, la participation au point de vue universitaire- la participation des étudiants et des universitaires - eh bien après, je m'en irai car tout cela n'est plus supportable"*

Mais Foccart met en évidence l'aspect dramatique de la situation pour la bourgeoisie:

*"Je dis au général que je trouve la situation très aggravée et que l'on va vers la subversion (...) et ce dernier répond :*

*"Si le pays veut se coucher, si le pays se paralyse, je ne peux pas le sauver contre lui-même. On aura fait tout ce qu'on aura pu. Eh bien tant pis ! Je m'en irai car il n'y a rien d'autre à faire. La France telle que nous l'avons en ce mois de mai est une France morte »*

Et Foccart note:

*"Le Général (...) se sent (...) incapable de faire marcher l'État (...) parce que certains rouages ne fonctionnent pas".*

Or, au même moment, le 21 mai, la FGDS et PCF déposent au parlement une motion de censure. Ils s'inscrivent ainsi dans la légalité du gaullisme que la grève générale est en train de nier. Ils subordonnent la chute du gouvernement à un vote dont le résultat est connu d'avance. Pompidou, conforté, en profite immédiatement pour avancer l'idée d'un dialogue avec les directions syndicales.

En soirée, le 22, la censure est repoussée. A 17h les dirigeants CGT et CFDT avaient répondu présents à Pompidou.

Parallèlement, les directions des Confédérations donnent des gages de leur volonté de "défense de l'ordre bourgeois". Le 22 mai, à la suite d'une rencontre entre la CGT et la CFDT, une déclaration commune est rendue publique.

*"Dans des circonstances où des millions de travailleurs en grève et l'opinion publique attendent du gouvernement et du patronat qu'ils prennent leurs responsabilités comme les organisations syndicales ont pris les leurs, la CFDT et la CGT déclarent qu'elles ne sauraient admettre de décision unilatérale du pouvoir. Elles sont prêtes à prendre part à de véritables négociations pour l'avenir par l'extension des droits syndicaux".*

Tout en demandant l'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale, les Confédérations se situent dans le cadre du régime gaulliste lui-même et de ses plans fondamentaux. Demander au gouvernement qu'il prenne ses responsabilités, qu'il ouvre des négociations alors que la grève générale met à l'ordre du jour le fait de chasser De Gaulle, c'est légitimer le gouvernement et le Bonaparte De Gaulle.

En dépit de la division organisée par les appareils syndicaux et contre leur politique de trahison, l'extrême combativité et la radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse s'expriment dans les puissantes manifestations qui se déroulent. Le 24 mai, les mots d'ordre *"À bas De Gaulle ! De Gaulle démission !"* resurgissent. Une nouvelle nuit de barricades fait des centaines de blessés et un mort.

Le 24 mai, malgré les manoeuvres, la puissance de la grève générale s'affirme. Le discours de De Gaulle fait un "flop". Que les organisations ouvrières refusent de négocier avec lui et tout bascule.

La grève générale fait chanceler l'appareil d'État. Le désarroi grandit dans la bourgeoisie. Foccart note : *"J'avais de plus en plus l'impression que nous n'étions pas nombreux à réagir et que nous allions peu à peu nous laisser englober par je ne sais quoi - par la subversion, par les révolutionnaires, les émeutiers, les anarchistes - sans pouvoir réagir".*

Pour faire reculer la grève générale par la force, il faudrait la briser. Mais les conditions politiques qui permettraient d'envisager un tel affrontement n'existent pas. Ce régime ne tient plus sur ses bases. Pompidou n'a plus qu'une carte à jouer : accélérer le rythme des négociations.

Dans cette situation, De Gaulle prononce l'allocution prévue déjà depuis plusieurs jours : *"J'ai (...) décidé de soumettre au suffrage de la nation un projet de loi par lequel je lui demande de donner à l'État et, d'abord à son chef, un mandat pour la rénovation... "*

Alors que la FGDS, le PCF, Mitterrand et les groupes bourgeois de "gauche" s'inscrivent dans la perspective du référendum, les appareils syndicaux répondent présent pour tenter de "conclure" la grève au plus vite.

## **25-27 MAI : ACCORDS DE GRENELLE : RENAULT CLAME :**

### **"NE SIGNEZ PAS !"**

Tous les efforts des appareils syndicaux et du gouvernement se tendent pour ôter le caractère politique de la grève générale, pour la rabaisser à une grève économique.

Les 25-26 mai ils siègent tous (CGT, FO, FEN, CFDT...) rue de Grenelle avec le CNPF et le gouvernement en vue d'un accord sur les revendications. Après 25 heures de discussions, quel est le résultat ? Un "constat" est établi. Aucune des revendications fondamentales des 10 millions de grévistes n'est satisfaite : ni l'abrogation des ordonnances, ni les 40 heures, ni la retraite à 60 ans, ni le SMIG à 1.000 F, ni l'échelle mobile, ni même le paiement des heures de grève.

Une augmentation substantielle du SMIG est néanmoins établie par ces "accords". Mais la bourgeoisie garde les mains libres pour reprendre par la hausse des prix et l'intensification de l'exploitation ce qu'elle a dû concéder pour permettre aux appareils syndicaux de trahir la grève générale. Dans la mesure où la conférence de Grenelle parvient à protéger De Gaulle et son régime, la classe ouvrière n'obtient que des miettes.

On peut noter qu'en 1936, la grève générale avait surgi et s'était développée alors que, pour dévoyer l'aspiration des masses au Front unique des partis ouvriers, la SFIO et le PCF avaient formé avec les Radicaux (parti du capital financier) une coalition. Pour barrer la voie au surgissement des masses, un gouvernement de Front populaire s'est constitué. En 1936, face à l'occupation spontanée des usines par la grève générale, le patronat en pleine panique concédait les 40 heures, les congés payés et les assurances sociales, qui n'étaient pas (contrairement à une légende tenace) au programme du Front populaire. C'était là le prix à payer pour permettre à la SFIO, au PCF, à l'appareil de la CGT, au gouvernement de Front populaire de disloquer l'action du prolétariat en la minant de l'intérieur ; le gouvernement de Front populaire a combattu l'action des masses et préservé l'État bourgeois et la propriété privée des moyens de production.

En 1968, la capitulation des appareils syndicaux est la conséquence de leur politique de soutien à De Gaulle et de son régime. Le lundi 27 mai, Frachon et Séguy présentent le "constat" de Grenelle à la "passerelle" de Billancourt, dominant une assemblée générale qui vient de voter la poursuite de la grève. Ils sont hués, sifflés et conspués lorsqu'ils détaillent les résultats des pourparlers. Les milliers d'ouvriers présents leur jettent à la face : "*Ne signez pas ! Ne signez pas !*". Un cri qui cristallise leur volonté de combat, et que reprennent dans la journée Citroën, Berliet, Rhodiacéta, Sud-Aviation. Il se répand dans toutes les usines comme une traînée de poudre.

**Le mot d'ordre "*Ne signez pas !*" rejoint et confirme les "*À bas De Gaulle*" des manifestations.** Il atteste la conscience qu'a la classe ouvrière du fait que pour obtenir la satisfaction des revendications il faut chasser De Gaulle.

Ce même jour, c'est sous ces slogans que se rassemble dans toute la France la force unie des travailleurs qui manifestent à Nantes (40.000), Le Havre (30.000), Toulon, Toulouse, Clermont, Marseille, Besançon, Angers, Brest... s'affirmant face à un État bonapartiste désarmé.

La grève générale prend un nouvel essor, le pouvoir vacille.

### **L'ABSENCE DE RÉPONSE CONCRÈTE À LA QUESTION DU POUVOIR DÉSARME LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE.**

De multiples initiatives se développent pour boucher toute issue politique, pour interdire toute réponse concrète à la question du pouvoir.

La direction de la CGT répond au désaveu qu'elle vient de subir:

*"Nous devons d'abord réaffirmer avec force que l'objectif de la grève reste la satisfaction des revendications économiques et sociales pour lesquelles elle a surgi ; inviter nos militants à ne pas s'en laisser détourner par les excitations qui se multiplient, tendant à accréditer l'idée que les revendications sont secondaires et que l'objectif immédiat est la prise du pouvoir par la classe ouvrière".*

Elle conclut que "chaque grève" doit maintenant, sur la base des accords de Grenelle, trouver sa propre solution. C'est le dévoiement de la grève vers l'atomisation des revendications et des

négociations. C'est la marche à la dislocation que les appareils vont faire subir, à travers les jours qui vont suivre, à des travailleurs désemparés, jusqu'à la désagrégation.

Désavoués, conpués, les dirigeants ouvriers, en particulier ceux du PCF et de la CGT, épousent la volonté de combat des masses pour la dévoyer. La CGT organise le 29 mai une manifestation (à laquelle les autres centrales ont refusé de s'associer) "pour la satisfaction des revendications et le changement politique". L'appareil stalinien lance le mot d'ordre de "gouvernement populaire" alors que les organisations "d'extrême-gauche" martèlent "le pouvoir aux travailleurs" et que se poursuit la division syndicale.

Les travailleurs se rendent compte plus ou moins confusément, que leur refus des accords de Grenelle reste pour ainsi dire suspendu dans le vide. Aucune formation politique ne met en avant les formulations qui s'imposent pour ouvrir une voie pratique vers un gouvernement de Front unique des organisations ouvrières : "*A bas De Gaulle*", "*Gouvernement PCF-SFIO sans représentant des partis de la bourgeoisie !*", "*PC; SFIO, prenez le pouvoir, appuyés sur la grève générale !*"

Le 27 mai se tient au stade Charléty un meeting à l'appel de l'UNEF (auquel se sont ralliés FO, la CFDT, la FEN). Précédé d'une manifestation de 50 000 participants (beaucoup d'étudiants et de jeunes travailleurs), il rassemble une fraction combattante de la grève générale qui cherche des réponses politiques et les moyens de lever les obstacles des appareils. Mais les orateurs (Sauvageot, Geismar, le "22 mars", Barjonnet, ex-confédéral CGT démissionnaire...) n'offrent aucune issue politique concrète. Ils développent une phraséologie autogestionnaire "*le pouvoir est dans les usines, dans les facultés, dans la rue*". Ils utilisent parfois un ton très gauche : Barjonnet reprend le mot d'ordre "*tout est possible*" (nous reviendrons dans un prochain article sur l'analyse politique de ce mot d'ordre).

Le vrai but du meeting, en fait, est de préparer le terrain à une solution gouvernementale de rechange par l'appel à un nouvel "homme providentiel", le radical Mendès-France. Les participants quittent le stade avec un certain sentiment de leur force, mais sans savoir comment l'employer.

Le désarroi et la confusion politique dominent. Cela laisse le champ libre à Mitterrand qui, le lendemain 28, propose en substance de respecter la décision gaulliste d'un référendum. De Gaulle battu ne pourrait que se retirer - ou pourrait alors confier à Mendès-France un gouvernement d'Union nationale, avant des élections à la Présidence où il serait lui-même candidat.

Le 29 enfin, après la "disparition" du général, Mendès-France poussé en avant par la démocratie chrétienne, accepte de faire "*don de sa personne*" au pays pour le sauver du "vide". Il demande la dissolution de l'Assemblée nationale.

### 30 MAI : LA CONTRE-OFFENSIVE GAULLISTE

Depuis des jours, le régime gaulliste qui paraissait si bien assis est en pleine désagrégation. L'appareil d'Etat est toujours là, avec la police et l'armée, mais à sa tête la crise politique se développe. Le retrait de De Gaulle est de plus en plus ouvertement envisagé par toutes les fractions de la bourgeoisie, y compris ses ministres à commencer par le Premier. Le général lui-même est à l'image de leur panique : abattu, déliquescence incapable de trouver une issue Le gouvernement ne contrôle plus rien, la police elle-même commence à échapper à son autorité, et aucune solution de rechange n'est prête. En face, la grève générale ne faiblit pas, même si elle reste l'arme au pied.

Pourtant en deux jours la situation change du tout au tout. Pourquoi ?

La division entre organisations et partis ouvriers, le fait que tous refusent de lancer les mots d'ordre indispensables : "*A bas De Gaulle ! Gouvernement PCF-SFIO sans représentant de parti bourgeois*" crée une situation qui va permettre à De Gaulle de reprendre l'initiative.

L'épreuve de force est néanmoins hors de portée de la bourgeoisie. Le recours à l'armée pour briser la grève générale est exclu. D'une part par la puissance acquise par celle-ci, mais surtout parce que

cette solution supposerait que la classe dominante (au moins ses fractions déterminantes) soit politiquement soudée autour d'une telle offensive alors qu'elle est en pleine crise politique.

Une nouvelle mouture de Front populaire telle que la proposent certains représentants de la bourgeoisie comme Mitterrand ou Mendès-France, appuyée par le PCF et la FGDS serait le produit d'une situation où la grève générale aurait imposé le départ de De Gaulle. Mais l'éviction de De Gaulle, produit de la mobilisation des masses, modifierait totalement les rapports politiques en France et à l'échelle de l'Europe. Cela donnerait une nouvelle et formidable impulsion au mouvement des masses, mettant directement en cause l'État bourgeois, la propriété privée des moyens de production. La bourgeoisie en a parfaitement conscience. Le 28 mai, les Échos s'interrogent sur la capacité des appareils (en particulier de l'appareil stalinien), à maintenir le contrôle des masses :

*"Jusqu'alors la CGT apparaissait comme un bastion de l'ordre et de la discipline. Or voici qu'elle est ébranlée et investie par une infanterie mutinée dont elle avait sous-estimé la révolte. Les dirigeants syndicaux sont débordés par des grévistes qui ne croient plus aux promesses de quiconque. Et surtout pas à celle du gouvernement".*

La décision de De Gaulle de se retirer (ce qu'il confirmera par la suite) exprime un profond accablement issu de la totale paralysie du fonctionnement de l'État bourgeois.

Son départ de l'Élysée le 29 pour une destination inconnue n'était pas une savante manoeuvre. A propos de la Révolution russe de 1905, Trotsky écrit ceci :

*"En tant que grève politique elle (la grève générale) se bornera à mettre les adversaires face à face (...) Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'État.*

*Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que le travail soit exécuté, mais elle est par elle-même insuffisante pour le mener à bien".*

Le refus des organisations ouvrières (partis et syndicats) de lancer le mot d'ordre : "A bas De Gaulle !" le refus du PCF, des dirigeants socialistes de mettre en avant une solution gouvernementale au compte des masses (gouvernement de Front unique, gouvernement PCF-SFIO comme médiation vers le gouvernement ouvrier), le fait qu'aucune force politique n'ait combattu sur cette orientation a interdit "que le travail soit exécuté". Alors que le mouvement spontané de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le barrage des appareils a imposé la grève générale, exigé le départ de De Gaulle, il ne peut régler la question du pouvoir. C'est ce qui permet à De Gaulle de reprendre l'initiative appuyée sur les appareils.

Lorsque De Gaulle revient le 30, il est en possession de trois données nouvelles : il a été convaincu qu'il peut se saisir de l'arme de la dissolution de l'Assemblée nationale, que lui a tendue Mendès-France ; il sait que les "Comités de Défense de la République" et autres "Services d'Action Civique" organisés par les réseaux gaullistes prêts à en découdre préparent une manifestation à la Concorde pour lui redonner du tonus ; enfin, il a l'assurance auprès de Massu, moyennant promesse de libération des chefs encore détenus du putsch d'Alger et de l'OAS qu'il aurait l'appui de l'État-major en cas de besoin. Cela lui permet de peser sur les rapports politiques dans le sens d'une radicalisation de l'État, **mais cela ne change pas fondamentalement les données de la situation.**

Il prononce la dissolution, décide des élections, certes, mais comme il l'explique dans son discours, elles supposent le retour à une vie normale, c'est-à-dire la fin de la grève. Sinon ..."je *devrai prendre d'autres voies que le scrutin*". Chantage à l'état d'urgence, voire à la guerre civile, en tout cas à l'affrontement, dont il sait que les appareils ne veulent à aucun prix. Mais ce n'est qu'un chantage. De Gaulle "roule des mécaniques", mais ce n'est pas lui qui a la clef de la situation. Tout

dépend du bon vouloir des appareils (en particulier de l'appareil stalinien) et de leurs capacités contre-révolutionnaires

La manifestation gaulliste du 30 mai aux Champs Élysée où s'exprime à l'état pur la haine ancestrale des beaux quartiers et des possédants en général envers la classe ouvrière, avec ses 200 000 manifestants (et non un million comme il l'a été dit) ne fait que mettre un point d'exclamation à son discours. Elle réunit la fraction réactionnaire et profasciste de la moyenne et petite bourgeoisie parisienne. Face à la grève générale, ce n'est même pas l'embryon d'une force.

**C'est bien l'attitude des appareils contre la grève générale qui constitue l'atout maître de De Gaulle.** Si leur barrage cède, l'aventure risque de se retourner en son contraire.

**Leur réponse est immédiate : c'est un oui à De Gaulle.**

Tout en protestant contre *"l'agression"* (PCF), le ton *"brutal et autoritaire"* (Bureau confédéral FO), *"la voix de la dictature"* (Mitterrand ; Mendès se tait ...), *"le chantage à la peur"* (Bureau confédéral CFDT), *"la provocation"* (FEN, Bureau confédéral CGT), tout ce monde se rallie à la future campagne électorale.

Séguy déclare à la presse que la CGT est prête à poursuivre les négociations *"à tous les niveaux"* et ajoute : *"Afin de lever toute équivoque (...) la CGT déclare qu'elle n'entend gêner en rien le déroulement de la consultation électorale. C'est l'intérêt des travailleurs de pouvoir exprimer, dans le cadre des élections, leur volonté de changement"*.

L'abrogation des ordonnances ? Ce sera l'affaire de la nouvelle Assemblée ...

**La trahison de la grève générale, se noue ici par la substitution d'une campagne parlementaire à la mobilisation des dix millions de travailleurs en grève.**

### **31 MAI - 24 JUIN : LA DISLOCATION DE LA GRÈVE**

Ce ne sera pas si facile. Il ne *suffit* pas de déclarer qu'il n'y a plus de grève générale. La bourgeoisie reste inquiète. Les Échos du 1er juin écrivent : *"Les grèves, les occupations d'usine se poursuivent ... sauf cas exceptionnel, il n'a pas été enregistré jusqu'à maintenant de reprise importante du travail! "*.

Le 1er juin, l'UNEF organise en hâte une manifestation condamnée par toutes les directions syndicales, invitées par l'UNEF à y appeler la classe ouvrière. 40 000 manifestants défilent pourtant au cri de "élections - trahison !". Mais elle s'achève dans l'isolement et sans objectif. Le même jour le PSU qui dirige l'UNEF dépose ses candidatures pour les élections

La liquidation de la grève sera dramatique et ressentie comme telle par tous les grévistes. Elle s'échelonne jusqu'au 24 juin. Partout les appareils font le forcing pour provoquer la reprise secteur après secteur, entreprise après entreprise. Partout les travailleurs s'insurgent, crient à la trahison, votent la poursuite. Mais le cloisonnement, l'absence de comités de grève et d'un comité central de grève, l'intoxication jouent leur rôle. Les appareils brandissent des informations sur les accords obtenus et les "rentrées victorieuses" ... ailleurs. L'Humanité titre le 4 juin : *"Gouvernement et patronat prolongent la grève. " !*

La reprise s'amorce cependant, à partir des services publics. Les travailleurs de la RATP reprennent le 5 juin, sauf au terminus Nation où le comité de grève devra être expulsé par la police. Aux PTT les employés vomissent leurs dirigeants mais découragés reprennent après le 5. Les trains roulent à partir du 6. A cette date on peut dire que le front de la grève générale est rompu.

En même temps la combativité ne se dément pas dans les banques, les grands magasins, la métallurgie, chez Michelin, chez les enseignants qui manifestent contre l'ordre de reprise et occupent le siège du syndicat des instituteurs.

À Renault Flins, la bataille dure du 4 au 12 juin. Les C.R. S. occupent l'usine. La région est en état de siège. Un militant lycéen "se noie" dans la Seine. Une manifestation appelée le lendemain par

l'UNEF au quartier latin (et condamnée par le PCF) se heurte à un quadrillage policier qui peut la faire éclater, signe de l'essoufflement et du désarroi du mouvement étudiant.

Le 11 juin à Sochaux, les C.R. S. expulsent le piquet de grève. D'autres affrontements ont lieu à Toulouse, à Saint-Nazaire. Chez Renault le vote sur la reprise a lieu le 17 juin. Chez Citroën, le 24 seulement. Dans les deux cas les dirigeants subissent la colère, les insultes, mais tiennent la tribune, et la rage au coeur, les travailleurs reprennent avec un sentiment d'impuissance.

Le 12 juin le conseil des ministres interdit les manifestations pendant les périodes électorales et le gouvernement prononce la dissolution de 11 organisations dont l'OCI.

Il aura fallu près d'un mois aux efforts conjugués des appareils traîtres et de l'État policier pour venir à bout de la grève générale la plus puissante de toute l'histoire du mouvement ouvrier français.

Il aura fallu toute la science de la trahison du stalinisme pour empêcher qu'elle ne jette à bas De Gaulle et son régime,

Mais répétons le, c'est l'absence de perspectives politiques qui a désarmé la grève générale. Il ne suffit pas de dire aux masses : il faut la révolution, le socialisme (bien qu'il faille affirmer que seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière offre une issue à la crise de la société bourgeoise).

Il faut répondre à la question du pouvoir en termes politiques concrets. Le mot d'ordre "*10 ans ça suffit*" posait la question d'en finir avec De Gaulle et son régime. Seule l'avant-garde révolutionnaire combattant pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire pouvait ouvrir une issue politique. Sur la perspective du gouvernement ouvrier, il fallait formuler la question politique centrale du gouvernement dans des termes politiques concrets. En mai-juin 1968, cela signifiait combattre sur la ligne : "**À Bas De Gaulle ! Pour un gouvernement PCF-SFIO sans ministre bourgeois**".

C'est seulement sur cet axe que pouvaient se constituer des comités de grève se fédérant en un Comité central de grève à même d'interdire aux appareils (et en premier lieu à l'appareil stalinien) de briser la grève générale.

La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin. L'absence de réponse concrète à la question du pouvoir a laissé les mains libres aux appareils pour disloquer, liquider la grève générale.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse trahies n'ont pas été battues. Il faudra aux masses quelques mois pour reprendre le combat. L'échec de De Gaulle au référendum de 1969 montre que le régime est profondément atteint.

En 1981, élisant Mitterrand (premier secrétaire du PS) à la présidence de la République, portant une majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale, la classe ouvrière et la jeunesse tentaient de s'ouvrir une voie pour résoudre la question du pouvoir. Elles se sont heurtées au gouvernement bourgeois d'Union de la gauche (nouvelle mouture de Front populaire) puis aux gouvernements de coalition entre le PS et des formations bourgeoises qui ont assuré la "gestion honnête et loyale" de l'État bourgeois. Les appareils syndicaux ont mis toutes leurs forces pour appuyer et soutenir la politique de défense de la V<sup>e</sup> République, de ces gouvernements, en cadenassant tout mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse, en interdisant tout "*rassemblement au grand jour des opprimés contre leurs oppresseurs*".

La capitulation du Parti Communiste Internationaliste (PCI), sa ligne opportuniste de soutien "gauche" à l'Union de la gauche - Front populaire, puis son cours révisionniste ont interdit que dans cette situation, soit construit en France un Parti ouvrier révolutionnaire pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Ce renoncement de la direction du PCI à exiger (au nom de la classe ouvrière et de la jeunesse) du PS et du PCF qu'ils rompent avec la bourgeoisie, le refus de développer toute agitation pour imposer à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale qu'elle rompe avec la bourgeoisie; qu'elle constitue un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant de forces bourgeoises, a interdit d'avancer vers la construction du Parti ouvrier révolutionnaire. Cette orientation a conduit à la destruction du PCI comme organisation trotskiste.

L'élection d'une majorité de députés PS-PCF le 1er juin 1997 retournant, la dissolution-plébiscite de J.Chirac en son contraire, la recherche aujourd'hui par des fractions de la classe ouvrière d'engager le combat contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voinet (autre mouture de gouvernement de Front populaire) rend d'autant plus nécessaire que soient tirés jusqu'au bout les enseignements de mai-juin 1968.

C'est la raison pour laquelle nous reviendrons dans un prochain article sur l'orientation développée par l'OCl en mai-juin 68 et CPS publiera en juillet une brochure spéciale consacrée à deux articles du camarade Stéphane Just :

- La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin (1979)
- La grève générale et la question du pouvoir (1980).

24 juin 1998